

**Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
La Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale
portant sur l'attribution de subventions**

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 16 mai 2022,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

La Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale, représentée par Bertrand GAUDIN son Président, habilité par décision du conseil d'administration du 30 novembre 2021,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « La Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale ».

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 113-8 et suivants,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 13 décembre 2010 portant révision et approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN) du Bas-Rhin,

Vu la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 11 décembre 2017 portant sur l'évolution de la politique départementale d'éducation à l'environnement vers un appel à manifestation d'intérêts (AMI) et l'approbation d'un projet d'accord cadre pluriannuel lié à ces évolutions,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention du 1^{er} octobre 2021,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis 1985, et en vertu désormais de l'article L 113-8 du code de l'urbanisme, chaque département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (ENS). Cette politique doit avoir pour objectif principal de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés par le Code de l'urbanisme.

La part de la taxe d'aménagement affectée aux espaces naturels sensibles constitue l'outil financier de cette compétence. La taxe d'aménagement est une taxe d'urbanisme grevée d'affectation spéciale. Elle permet notamment à la Collectivité européenne d'Alsace de financer les dépenses d'animation, de communication, de sensibilisation et d'éducation au patrimoine naturel en lien avec sa politique ENS.

La Collectivité européenne d'Alsace dispose également d'une compétence de principe en matière d'éducation populaire et développe des politiques volontaristes en faveur de la protection de l'environnement et de la jeunesse, en vertu des articles L 1111-4 du code général des collectivités territoriales et L 110-2 et suivants du code de l'environnement.

C'est ainsi que depuis 1995, le Département du Haut-Rhin et le Département du Bas-Rhin ont développé une politique d'éducation à la nature et à l'environnement ambitieuse.

Depuis 2017, le Département du Bas Rhin appuie sa politique d'éducation à l'environnement sur un Appel à Manifestation d'Intérêts, alors que le Département du Haut-Rhin poursuit son engagement selon les modalités du dispositif initial mis en place en 1995. Avec la création de la Collectivité européenne d'Alsace, ces deux dispositifs continuent à coexister en 2022 en attendant une convergence de la politique d'éducation à l'environnement.

Conformément à son objet statutaire, la Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale poursuit une activité générale visant à organiser, coordonner et promouvoir des actions d'éducation à l'environnement qui s'inscrivent dans les objectifs généraux du dispositif de la CeA en faveur de l'éducation à l'environnement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités d'octroi, par la CeA, d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement à la Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale, au titre des actions 2022 mentionnées ci-dessous :

- Au titre des appels à manifestation d'intérêts lancés par la Collectivité européenne d'Alsace en vue de financer des projets (fonctionnement) afférents à sa politique d'éducation à la nature et l'environnement sur le territoire bas-rhinois :

Projet « Espaces naturels sensibles »

Les objectifs du projet sont les suivants :

- sensibiliser, éduquer, former tous les publics à la richesse et aux enjeux liés à la préservation des espèces et des espaces dans et à proximité des Espaces Naturels Sensibles et sur les zones à enjeu d'intervention du schéma départemental des espaces naturels et autour du Haut-Koenigsbourg,
- participer, impulser, favoriser des actions de préservation de la nature et de l'environnement,
- faire découvrir aux différents publics, la richesse et la diversité des espaces naturels sensibles d'Alsace centrale,
- mettre en œuvre une pédagogie favorisant l'émergence d'une éco-citoyenneté (pédagogie de projet),
- appréhender et comprendre les notions de changements climatiques, de transition énergétique, de diminution du gaspillage alimentaire et énergétique.

Projet « Dispositif Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège »

Les objectifs du projet sont les suivants :

- participer au maintien des paysages d'agriculture durable, (prairies du Ried...) dont certains Espaces Naturels Sensibles,
- accompagner les équipes de cuisine et plus largement les établissements scolaires, dans la réduction du gaspillage alimentaire,
- sensibiliser les élèves et l'ensemble des usagers des restaurants scolaires à leur alimentation et au lien à leur santé et leur environnement,
- sensibiliser les élèves aux différentes étapes de la production de leurs repas et à l'origine des produits,
- mettre en relation les objectifs des programmes scolaires et une approche transversale pluridisciplinaire avec les actions menées,
- favoriser l'approvisionnement local et bio,
- mettre en relation le personnel éducatif et les agents et gestionnaires sur ces objectifs,
- sensibiliser aux gestes écocitoyens,
- apprendre à mieux consommer.

Au titre de l'appel à projets lancé par la Collectivité européenne d'Alsace en vue de financer les projets d'investissement des structures participant à l'éducation à la nature et l'environnement sur son territoire :

Projet d'Investissement « Renouveau des sacs d'animation »

Les objectifs du projet sont les suivants :

- permettre à l'équipe pédagogique d'avoir du matériel suffisant dans un sac confortable et qui protège leur dos,
- avoir une base de matériel pour mener à bien les projets.

La mise en œuvre de ces projets présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, la CeA s'engage à apporter une aide financière à La Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale en vue de soutenir la bonne réalisation des actions définies ci-dessus que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

Les subventions de la CeA devront uniquement être employées pour la mise en œuvre des actions précitées.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de l'octroi des subventions précitées.

Article 2 : Détermination du montant des subventions

Au titre de 2022, la CeA alloue à La Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale les subventions maximales suivantes :

- ✓ 75 080 € au titre du fonctionnement décomposés comme suit :
 - 60 000 euros pour le financement du projet « Espaces naturels sensibles »,
 - 15 080 euros pour le financement du projet « Dispositif Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège ».

- ✓ 920 € pour le renouvellement des sacs d'animation. Cette subvention d'investissement ne pourra pas excéder 29 % de la dépense effectivement justifiée par facture pour une dépense subventionnable de 3 213 €.

Le montant notifié de chaque subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité des subventions

- S'agissant de la subvention de fonctionnement :

La subvention de fonctionnement attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur les actions définies à l'article 1^{er}.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle, définie à l'article 1^{er}, durant laquelle les actions doivent être terminées, soit le 31 décembre 2023. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Toutefois, La Maison de la Nature du Ried et de l'Alsace Centrale s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde de la subvention, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, et en tout état de cause avant la date de caducité précitée, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant lesquelles les actions doivent être terminées, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

- S'agissant de la subvention d'investissement :

La durée de validité de la subvention d'investissement accordée est de 3 ans à compter de la date de signature de la présente convention par les deux parties.

Passé ce délai de 3 ans, la subvention devient caduque. Les montants non encore versés sont alors annulés d'office si les justificatifs permettant le paiement ne sont pas produits dans les délais.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

- S'agissant de la subvention de fonctionnement :

La subvention sera versée par acompte, selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} acompte : 50% au premier semestre, après la signature de la présente convention,
- solde : 50% versés au second semestre, au vu de la production d'un décompte établi par le trésorier, l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes et sur présentation d'un bilan provisoire d'activités qualitatif et quantitatif au 15 novembre 2022 (cf objectifs de l'article 1). Le bilan d'activité est du type de celui d'une Assemblée Générale. En outre, l'état récapitulatif des dépenses est accompagné d'une copie des factures ou des justificatifs de dépenses équivalents.

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'organisme est inférieur au montant du budget prévisionnel des actions subventionnées, la subvention versée par la CeA sera automatiquement réduite à due concurrence.

- S'agissant de la subvention d'investissement :

La subvention d'investissement fera l'objet d'un paiement unique au service fait, sur présentation des factures et états correspondants. La CeA (Service Environnement et Territoires) devra impérativement être informée en cas de non réalisation des investissements subventionnés durant l'exercice concerné.

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'organisme est inférieur au montant des dépenses subventionnables, la subvention versée par la CeA sera automatiquement réduite à due concurrence.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000,
- le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code de commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel,
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er} ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique,
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents,
- à nommer, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce),
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics,
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant,
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien des subventions et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de chaque subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9,
- à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et approuvé par le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat. Le contrat d'engagement républicain est consultable sur le site Internet de la Collectivité à l'adresse suivante : <https://www.bas-rhin.fr/associations/>,
- à fournir la fiche bilan synthétique standardisée présentée à l'annexe IV,
- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention de fonctionnement précisé à l'article 1er. Il comprend un bilan des éléments mentionnés aux annexes I, II et III, définis d'un commun accord entre la Collectivité et le bénéficiaire.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie des aides de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la Communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, animations, ...), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.

Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures...).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement des aides financières de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de ses subventions, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA versera chaque subvention à due concurrence des dépenses justifiées par le bénéficiaire, mais pourra demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions déjà versées et non utilisées.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

à Strasbourg, le

à , le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président

Pour La Maison de la Nature du Ried
et de l'Alsace Centrale,
Le Président

Frédéric BIERRY

Bertrand GAUDIN

ANNEXE I
Budget prévisionnel du projet
«Espaces naturels sensibles »

CHARGES		PRODUITS	
I - Charges directes affectées à l'action		I - Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achats	79 303,48	70 - Ressources propres	321 900,00
- Prestations de services	23171,44	- Prestations de services: participants	300 000,00
- Achat de matières et fournitures	56132,04	- Vente de marchandise	2 300,00
- Autres fournitures		- Produits des activités annexes	19 600,00
61 - Services extérieurs	3 209,33	74 - Subventions d'exploitation	196 000,00
- Locations	400,75	- État : DREAL	-
- Entretien et réparation		- Ademe	
- Assurances		- Rectorat	-
- Documentation	2808,58	- Région Grand Est	5 000,00
62 - Autres services extérieurs	9 752,60	Collectivité européenne d'Alsace	70 000,00
- Rémunération intermédiaires et honoraires	397,87	- Pays	2 000,00
- Publicité, publication	1752,78	- Autres collectivités	54 000,00
- Déplacements missions	3967,27		-
- Frais postaux et de télécom	2653,98		-
- Services bancaires et autres	980,70	- Autres établissements publics :	-
63 - Impôts et taxes	-	Communes et communautés de communes	-
- Impôts et taxes sur rémunération		Agence de l'eau	65 000,00
- Autres impôts et taxes		- Autres subventions	-
64 - Charges du personnel	252 977,94	75 - Autre produit de gestion	-
- Rémunération du personnel +charges sociales	252977,94	- Cotisations, dons manuels ou legs	
- Indemnités de stage / service civique			
65 - Autres charges de gestion	-		
66 - Charges financières	-	76 - Produits financiers	-
67 - Charges exceptionnelles	-	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements	39 529,00	78 - Reprises sur amort. prov. et report	30 000,00
69- Impôts sur les produits financiers	-	79 - Transfert de charges	
II - Charges indirectes affectées à l'action		II - Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement	188 139,30		25 000,00
Frais financiers			
Autres	- 11,65		
TOTAL DES CHARGES	572 900,00	TOTAL DES PRODUITS	572 900,00

ANNEXE II

Budget prévisionnel du projet

« Dispositif Mangeons sain, pour une alimentation responsable et locale au collège »

CHARGES		PRODUITS	
I - Charges directes affectées à l'action		I - Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achats	3 500	70 - Ressources propres	
- Prestations de services	2 000	- Prestations de services: participants	
- Achat de matières et fournitures	1 500	- Vente de marchandise	
- Autres fournitures		- Produits des activités annexes	
61 - Services extérieurs		74 - Subventions d'exploitation	18 000
- Locations		- État : DREAL	
- Entretien et réparation		- Ademe	
- Assurances		- Rectorat	
- Documentation		- Région Grand Est	
62 - Autres services extérieurs	817	Collectivité européenne d'Alsace	18 000
- Rémunération intermédiaires et honoraires		- Pays	
- Publicité, publication		- Autres collectivités	
- Déplacements missions	817		
- Frais postaux et de télécom			
- Services bancaires et autres		- Autres établissements publics :	
63 - Impôts et taxes		Communes et communautés de communes	
- Impôts et taxes sur rémunération		Agence de l'eau	
- Autres impôts et taxes		- Autres subventions	
64 - Charges du personnel	5 500	75 - Autre produit de gestion	817
- Rémunération du personnel +charges sociales	5 500	- Cotisations, dons manuels ou legs	817
- Indemnités de stage / service civique			
65 - Autres charges de gestion			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amort. prov. et report de ress.	
69 - Impôts sur les produits financiers		79 - Transfert de charges	
II - Charges indirectes affectées à l'action		II - Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement	9 000		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	18 817	TOTAL DES PRODUITS	18 817

ANNEXE IV – Fiche bilan synthétique projet AMI

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊTS FICHE BILAN du projet : Collectivité européenne d'Alsace Éducation à l'environnement (2022)			
<u>Quantitatif public :</u>			
Type public (scolaire, grand public,...)	Nombres personnes	Nom de la structure (collège, école,...)/ localisation (ville,...)	Projet lié
<u>Quantitatif site :</u>			
Type de site	Période d'intervention	localisation site	Projet lié
<u>Qualitatif : (Description succincte des interventions citées précédemment : contexte, objectifs, enjeux...)</u>			
<u>Projet phare AMI : (Projet permettant de conjuguer les critères publics et/ou sites prioritaires...)</u>			